Date: 03/10/2017 Pays: Côte d'Ivoire Page(s): 3

Périodicité: Quotidien Surface: 12 % Nature: Éditorial





Regard

Éco - diplomatie

La France et l'Afrique ont décidé non seulement de poursuivre mais surtout d'intensifier leur partenariat dans tous les domaines en vue du développement économique de l'Afrique et dans l'intérêt des investisseurs français et de la France. La deuxième édition des Rencontres Africa qui se tient pendant une semaine sur le continent, après la première édition à Paris, en France (22 et 23 septembre 2017) promet. durant une semaine, hommes et femmes d'affaires du continent échangeront et noueront des partenariats économiques au service du secteur privé mais aussi au profit des États. Partenariats public-privé, entre secteurs privés et entre États, tout est réuni en un seul endroit. En Afrique de l'Ouest, c'est la Côte d'Ivoire et son mythique site, Sofitel Abidjan Hôtel Ivoire à Cocody, qui inaugure et abrite l'événement durant 48 heures (2 et 3 septembre) pour la région Afrique de l'Ouest. Avant de passer le relai à deux autres régions du continent: Tunis (tunisie) pour l'Afrique du nord et nairobi (Kenya) pour l'Afrique de l'Est, les 5 et 6 octobre. Au regard de l'intérêt grandissant que représente le continent ces dix dernières années, du fait des opportunités de croissance qu'elle offre, aucun pays développé ou émergent ne veut rater sa chance. Et Jean-Yves Le drian ne cache pas les ambitions de son pays inspirées du Président Emmanuel Macron, celui de mener une éco-diplomatie profitable à tous. Précisant que ce développement se fera ensemble. tout comme les conditions pour y arriver : sécurité qui nécessite une réponse coordonnée et globale, le défi climatique qui sera à nouveau débattu le 12 décembre à Paris, le défi d'une croissance économique durable, comme le montrent les chiffres qui parlent d'eux-mêmes, notamment la montée de la classe moyenne. Il y a « un chantier gigantesque » mais « il faut l'innovation et la confiance » pour réussir à mettre en œuvre les projets majeurs à travers « des financements originaux, multi-bailleurs pour une croissance durable ». Les autorités ne peuvent demander mieux.

PAULIN N. ZOBO

